

Entretien avec Caroline Galactéros



Alexandra Klucznik-Schaller - Durant une vingtaine d'années, les analyses de Caroline Galactéros furent réservées au cabinet du Premier ministre et aux armées françaises. Cette docteure en sciences politiques et colonelle de réserve, fut également enseignante à l'École de guerre, HEC, Normal Sup.

En 2014, avec la tenue d'une rubrique pour le magazine *Le Point* intitulée « État d'esprit, esprit d'État » et la publication de *Manières de Guerre, Manières du monde puis de Guerre, technologie et société*¹, Caroline Galactéros rencontre le grand public et se trouve invitée dans les émissions télévisées consacrées à la géopolitique et à la prospective. Ses interventions reprennent l'héritage gaullien : défense de la souveraineté ; approche réaliste des rapports de force ; soutien à un rapprochement continental pour contrebalancer les excès de la puissance américaine.

Las, c'est donc en 2022 que Caroline Galactéros se trouve prise à partie : la Russie lance son « Opération militaire spéciale » en Ukraine et la doxa du politiquement correct chasse les voix discordantes. Paix et Guerre², est le retour de manivelle ; avec plus de 1'100 vidéos et 137'000 abonnés, ce canal YouTube, dès le mois de janvier 2023, devient le vecteur d'expression personnel de Caroline Galactéros.

Ci-contre, nous avons le plaisir de partager un entretien réalisé avec l'analyste. Actualité oblige, il y est bien entendu question de la guerre en Iran et en Ukraine, mais aussi, et c'est peut-être le plus important, du traitement médiatique de l'information, car il est évident que pour se faire une bonne opinion, il faut avoir accès à des informations factuelles autant qu'à des analyses contradictoires. Le narratif est plus que jamais un champ de bataille. –

Alexandra Klucznik-Schaller : A une époque vous étiez souvent invitée sur les plateaux de télévision, mais maintenant votre présence se fait rare. Lorsque cela arrive, on voit souvent que le journaliste essaie de recadrer vos propos, cherche à imposer un autre argumentaire et n'écoute pas forcément ce que vous avez à dire. On a presque l'impression que ce que vous dites ne sert qu'à faire valoir un autre message. Est-ce qu'il y a une doxa en France ? Si oui quel narratif est politiquement correct sur les sujets géopolitiques majeurs comme la guerre en Ukraine et en Iran ?

Caroline Galactéros : Oui, il y a très clairement un discours dominant dont on ne doit pas trop déroger. Ceci étant, il est quand même assez difficile de me recadrer et c'est pour cela que les journalistes ne m'invitent plus ; ils n'ont pas envie de se heurter à ma résistance et ils n'ont pas envie de prendre le risque de se voir proposer un point de vue qui ne soit pas un faire-valoir du discours dominant. En même temps, je pense devoir répondre favorablement à ces invitations et ce même si je sais qu'elles peuvent être piégeuses, car il m'arrive assez fréquemment d'être entourée de deux ou trois personnes qui ont clairement pour consigne de me mettre en difficulté.

Alors le résultat est fluctuant, généralement je sors vivante de l'exercice, mais il est très désagréable de ne pas être dans un échange constructif de points de vue et d'approches. Il faut abonder dans le sens du narratif dominant sur le plateau, et si l'on pense autrement, si l'on veut proposer une analyse plus complexe, ce n'est pas facile parce que la parole vous est peu donnée, ou on vous la coupe.

S'agissant de la guerre en Ukraine, il est communément admis que c'est une « guerre d'agression non provoquée ». C'est-à-dire qu'un beau jour, probablement le 23 février 2022 au soir, Vladimir Poutine, en se brossant les dents s'est dit « bon, ça suffit, demain je prends l'Ukraine au petit déjeuner et je lance mon offensive, et d'ailleurs, après l'Ukraine il y aura les autres ». C'est un conte pour enfants, ce narratif me fait toujours penser aux contes russes, les légendes de Baba Yaga, les vieilles sorcières dans les bois, etc.

On nous raconte donc n'importe quoi sur la guerre en Ukraine, et de mon point de vue, on fait ça depuis le début, depuis 4 ans. Le problème, c'est que les faits ne collent plus à cette utopie. Mais on veut toujours nous faire croire que les Ukrainiens vont l'emporter, parce que cela justifie ce tonneau des Danaïdes dans lequel on déverse des dizaines et des dizaines de milliards d'euros, dont une partie importante d'ailleurs s'évapore. C'est ce que j'essaie d'expliquer, car l'Ukraine ne peut pas gagner militairement contre la Russie et ce pour tout un tas de raisons liées à la tactique, aux effectifs, au poids démographique, géopolitique, etc. Or, on ne veut pas voir que l'Ukraine a perdu et on ne veut surtout pas en tirer les conséquences qui s'imposent. De mon point de vue il y a là un mensonge tragique. Si l'on voulait vraiment aider le peuple ukrainien et l'Ukraine, il ne devrait rien y avoir de plus urgent que d'arrêter ce désastre. Car la situation est désastreuse pour la partie ukrainienne, évidemment je ne parle pas des gens qui dirigent, je parle des malheureux qui sont envoyés au front sans quasiment aucune chance d'en ressortir vivants. Il

faut donc retrouver le chemin de la négociation, de la diplomatie, des compromis et des concessions d'un côté comme de l'autre.

Bref, il faudrait faire tout l'inverse de ce que l'on fait. Mais évidemment, on ne peut pas avancer avec le narratif actuel qui dit que le grand méchant loup, c'est Poutine et Zelenski le petit ange blanc, et que l'Ukraine doit récupérer tous ses territoires tandis que la Russie qui gagne militairement, doit capituler. Rien n'est logique là-dedans.

AKS : Et pour l'Iran, quel est le narratif dominant ?

Caroline Galactéros : Il faut voir la propagande comme une machine de guerre, et certaines sont très efficaces, telle la russophobie qui nourrit l'affaire ukrainienne. Dans l'affaire iranienne, il y a la « mollahphobie » et l'islamophobie, et les autorités de la République islamique d'Iran sont présentées comme une bande de terroristes qui veulent l'arme nucléaire pour détruire l'État d'Israël.

Or, l'arme nucléaire est une arme de non-emploi, c'est une arme de dissuasion, de sanctuarisation territoriale, elle n'a jamais été employée dans l'histoire, sauf par les États-Unis. Cette affirmation devrait donc nous choquer, car sachant que la destruction mutuelle est garantie, il faudrait être fou pour lancer la guerre nucléaire. De là il n'y a qu'un pas pour nous chercher à nous faire croire que les mollahs sont fous et irrationnels.

La France est dans une espèce de position extrêmement acrobatique ; nous avons dénoncé cette guerre comme totalement illégale, mais nous ne l'avons pas fait au Conseil de sécurité devant l'ambassadeur américain. Et maintenant, les États-Unis sont en train de reconstruire le réel pour faire passer une guerre d'agression pure, advenue en plein milieu d'un cycle de négociations, pour de la légitime défense. On nous explique maintenant que l'une des tentatives d'assassinat contre Donald Trump aurait été organisée par l'Iran...

Or, en réalité, on a enfoncé les derniers clous dans le cercueil du droit international car on a assassiné un leader politico-religieux à la tête d'un pays. Et sur les plateaux de télé tout le monde trouve ça formidable. Cela paraît normal alors que de fait il s'agit d'une banalisation de la sauvagerie.

Voilà, donc sur l'Iran, en gros, le message est qu'il faut profiter de la situation ; puisqu'on a décapité le régime, il faut en finir avec ce régime anachronique, médiéval, qui opprime le peuple iranien, etc. Et tant que nous y sommes ; remettons une marionnette occidentale qui fera bien ce que l'on veut, et profitons du moment pour déstabiliser tous les autres pays du Moyen-Orient au profit exclusif d'Israël.

A mon avis, les Américains jouent extrêmement gros ; ils ont voulu faire un coup de force face à un pays central dans l'édifice des BRICS ; ils ont essayé en amont de récupérer l'Inde et de saboter tous les projets qui liaient l'Iran, l'Inde et la Russie. Mais les Américains risquent une déconvenue au vu de la manière dont les Iraniens ont organisé leur défense et préparé la riposte. Et il faut savoir qu'ils sont aidés par les Chinois et les Russes, notamment au niveau du renseignement satellitaire et de la fourniture des drones et missiles.

AKS : Avec Trump, on peut s'attendre à tout ; il a quand même enlevé Maduro, il a dit qu'il voulait annexer le Groenland, il a dit qu'il voulait attaquer l'Iran, mais on aurait pu aussi bien s'attendre à ce qu'il n'attaque pas l'Iran.

Caroline Galactéros : Oui, mais il faut aussi concevoir que la politique américaine, certes, se décide à Washington, mais se décide aussi sous la pression de certains intérêts définis et promus par Israël. Et Israël voulait cette guerre depuis longtemps, enfin, c'est la combienième tentative ?

AKS : Quelle explication donneriez-vous à l'origine de cette guerre ? Parce qu'il y a différentes approches et différentes explications ; on nous explique qu'il y a une question religieuse liée à la reconstruction du troisième temple. On nous dit aussi qu'il y a une volonté d'annexion territoriale et de création d'un grand Israël. D'autres analystes font la part belle à des considérations économiques : prise de contrôle de passages logistiques clés, interruption des routes de la Soie pour freiner l'émergence des BRICS. On nous dit aussi que ce pourrait être aussi une opération de type Covid parce que toutes ces guerres - dont celle qui a été menée contre un virus - sont quand même très utiles pour justifier les dépenses d'argent public au profit le secteur privé. Il y a aussi l'affaire Epstein, que certains aimeraient étouffer... Vers quelle explication penchiez-vous ?

Caroline Galactéros : En faisant de la géopolitique, il est évident que je donne la part belle aux explications géoéconomiques, financières, énergétiques et géostratégiques. Or, géo-stratégiquement, l'Empire américain est en déclin. C'est une évidence et ils ont commencé à le comprendre, avant Trump même. Je ne parle pas du Covid, car il est encore compliqué de savoir quels ont été les moteurs de cette grande folie collective. Est-ce qu'il s'agissait de maquiller d'autres choses ?

Ce qui est certain, c'est que ça a malgré tout mis l'économie mondiale à l'arrêt et ça a permis à un certain nombre de gens et de systèmes de se renforcer pendant que les populations s'affaiblissaient. On peut l'observer. Est-ce que derrière il y a un grand dessein qui justifie tout cela ? Je n'en sais rien et je n'irais pas trop vers ces développements. Pour moi, les guerres que l'on observe et que l'on mène - puisqu'on vient d'avoir notre premier mort, nous les Français - on devrait les mener en ayant à l'esprit la vérité et la justice. Mais on ne réfléchit pas comme cela. Alors on va me dire que je suis complètement naïve, mais je pense qu'il faut que le respect des peuples et le respect des États reste un horizon. On ne peut pas accepter d'aller juste dans la prédation, dans la cupidité pure. Bien entendu les Américains essaient de contrer l'émergence de ce pôle des BRICS qui se forge autour des Russes et des Chinois, car ce pôle menace directement l'hégémonie du dollar. Bien entendu cet aspect explique également ces

guerres, car certains pays, comme l'Arabie Saoudite commencent à commercer en Yuan avec les Chinois. Toute cette dynamique est insupportable du point de vue de la mentalité hégémonique.

Et donc les vieilles recettes ont la vie dure, je pense aux vieilles recettes employées pour assurer la domination ; c'est-à-dire diviser pour régner, semer le chaos, semer la discorde, monter les uns contre les autres, etc. Donc à partir du moment où vous voyez, par exemple au Moyen-Orient, que les Sunnites et les Chiites pourraient peut-être s'entendre - en l'espèce les Iraniens et les Saoudiens, qui, au printemps 2023, opéraient un début de rapprochement, qu'est-ce que vous faites ? Vous cherchez vite des moyens de casser tout ça !

AKS : Mais avant les Américains avaient d'autres méthodes. Le «American way of life» était très séduisant. Le marketing, le chewing-gum, le Coca-Cola... maintenant au lieu du Soft power, ils se font des ennemis un peu partout. Pourquoi ?

Caroline Galactéros : Mais parce qu'il y a eu un raidissement. Il y a eu à la fois, à mon avis, l'utopie de la toute-puissance à la fin de la Guerre froide. Et à partir de septembre 2001, une réaction totalement disproportionnée et illégitime par rapport à l'événement qui avait eu lieu.

Parce qu'il n'y avait plus de Russes, parce qu'il n'y avait pas encore les Chinois, les États-Unis se sont dit qu'ils étaient les plus forts et sont partis dans les excès. A mon avis l'extra-territorialité du droit américain est l'un de ces excès. C'est-à-dire cette manière d'obliger les autres à obéir sous menace de sanctions et de se servir du dollar comme d'un moyen de pression et de pur contrôle. Longtemps, ce contrôle était toléré car perçu comme la condition d'une protection, d'une sécurité. D'ailleurs, c'était tout le calcul des pays du Golfe qui ont accepté les bases US sur leur territoire contre de la sécurité. Les pays du Golfe avaient accepté de vendre leur pétrole aux Américains en dollars et, avec ces dollars, ils investissaient à nouveau dans l'économie américaine. Aujourd'hui, ils sont tous en train de rapatrier leurs fonds et envisagent plus ou moins ouvertement de vendre leur pétrole en «petro-yuans»...

AKS : Vous aviez dit que c'est Israël qui dirigeait la politique US ?

Caroline Galactéros : Non, je ne dis pas qu'Israël dirige la politique extérieure américaine. Mais je dis qu'il a un poids très important. Parce qu'il y a une convergence objective d'intérêts, en fait. Il y a deux théories ; il y a ceux qui disent que c'est Israël qui fait la politique américaine, et ceux qui disent que non, qu'Israël n'est que le porte-avions de la politique extérieure américaine au Moyen-Orient. Depuis le début, les deux approches sont partiellement pertinentes. Tout président américain, et toute la classe politique américaine d'ailleurs républicaine comme démocrate, dépend d'une manière très concrète, très basique, de l'argent et du soutien politique dispensés directement ou indirectement par les réseaux d'influence israéliens.

(1) Régis DEBRAY, Vincent DESPORTES, Caroline GALACTÉROS-LUCHTENBERG : Guerre, technologie et société, Nuvis (2014).

(2) <https://www.youtube.com/@cgalacteros/videos>

Le leit motiv d'un État d'Israël, «seule démocratie du Moyen-Orient» - donc légitime et par principe absous dans tout ce qu'il décide et fait - est pourtant devenu, depuis ce qui s'est passé à Gaza, proprement indéfendable. Mais on continue à l'invoquer abstraitement avec constance et méthode. Cela renvoie aussi d'ailleurs, plus lointainement, à l'universalisme à la française, si commode, que les Américains ont tellement bien avalé, digéré et acclimaté à leurs propres intérêts au cours de leur histoire qu'il sert depuis lors leur irréductible ethnocentrisme dans leur approche du reste du monde et des autres peuples et États.

Il me semble par ailleurs que le recours à la puissante symbolique du Temple et à l'eschatologie biblique pour justifier une politique de puissance pure et d'ultra violence totalement désinhibée moralement sont devenus structurants dans la politique étrangère américaine et sert les intérêts d'Israël, évidemment. Les deux États sont mus par une idéologie exceptionnaliste profonde et une commune identification à la «Cité sur la colline»(i.e Jérusalem) qui leur permet de justifier leur interventionnisme éruptif, régional pour Tel Aviv, global pour Washington.

Pendant longtemps on a pensé et cru que l'Amérique était un phare pour le développement et la démocratie dans le monde, mais quand vous voyez comment marche la politique américaine, vous comprenez très vite en fait, que le président américain est le représentant d'intérêts privés. Il est élu comme ça. Sa campagne coûte une fortune. Il lui faut trouver cet argent en promettant un retour sur investissement à ses donateurs. En 1961, Eisenhower avait dénoncé dans son fameux discours de départ, la menace que faisait peser le complexe militaro-industriel (qui est aussi intellectuel médiatique, académique) sur la démocratie américaine. Rien n'a changé depuis. L'emprise a juste empiré

Jusqu'à récemment les Américains s'y retrouvaient parce qu'en termes de puissance, en termes d'influence et en termes d'image, on leur vendait une idée d'eux-mêmes valorisante. Mais depuis septembre 2001, le crédit américain est épuisé à cause des guerres menées comme celles en Syrie ou Lybie, l'illusion est tombée. Alors les Américains eux-mêmes, peut-être qu'ils ne s'en rendent pas compte, parce qu'effectivement, ils ne vivent qu'autour de l'argent. C'est l'héritage du protestantisme : vous devez réussir matériellement dans la vie car cela témoigne du fait que vous avez été choisis ; c'est la preuve que Dieu vous aime, donc le rapport à l'argent est totalement désinhibé. Avoir de l'argent est un signe extrêmement positif, parce que c'est un signe de l'élection de la grâce divine. Et je pense qu'ils sont tous comme ça, c'est très profond, la possession d'argent est l'étalon ultime de la valeur des êtres.

AKS : Donc en fait, on assiste à une rupture civilisationnelle que l'on n'avait pas identifiée avant ? Il y aurait une rupture au sein même du Christianisme et ce matérialisme, devrait être pris en compte pour un rééquilibrage général ?

Caroline Galactéros : Probablement cette fameuse maxime qui dit que la fin justifie les moyens devrait nous interpeller. Parce qu'avec Donald Trump on a atteint quand même un certain niveau... Et Dieu sait que quand il est arrivé, il avait donné de l'espoir, on se disait qu'il allait peut-être arriver à faire ce qu'il avait dit pendant sa campagne, à épargner de nouveaux conflits sanglants, inutiles, injustes, mais bon, il a été repris très rapidement en main par la superstructure.

AKS : Est-ce que la bombe nucléaire pourrait être utilisée ? Est-ce qu'elle a encore un sens, sachant qu'il y a tellement d'armes conventionnelles suffisamment puissantes ?

Caroline Galactéros : Ça reste une dissuasion opérationnelle entre puissances atomiques qui savent qu'elles ne peuvent pas prendre le risque de se détruire. L'équilibre de la terreur, en fait, c'est très sécurisant. C'est même une école d'humilité et a minima de raison. Chacun sait que l'autre, si jamais vous l'attaquez, vous détruira en retour. Tout le monde a donc un intérêt existentiel à s'arrêter avant que l'escalade ne devienne incontrôlable. Voilà, c'est l'idée générale de la dissuasion.

Malheureusement, depuis la fin de la Guerre froide, nous les Occidentaux, sous la férule américaine, avons mis fin à tous les accords qui présidaient à l'équilibre stratégique du monde. Nous avons pensé être à jamais les plus forts et que, comme tels, nous pouvions imposer nos règles à tous et à jamais. Un tragique accès d'hubris que rien ne semble encore pouvoir arrêter. Nous voyons maintenant que les capacités militaires mais aussi morales iraniennes ont été largement sous-estimées, comme celle de la Russie d'ailleurs et effectivement on ne peut totalement exclure que les agresseurs de l'Iran, acculés à une défaite publique trop humiliante, soient tentés de régler la question en lançant une arme nucléaire tactique. Mais il faut savoir que les plus petites armes nucléaires tactiques d'aujourd'hui sont de la puissance de plusieurs fois Hiroshima et Nagasaki. Cette tentation, en dernier ressort, serait une folie, pour l'Iran naturellement, mais aussi pour Washington, Tel Aviv et pour le monde entier. —

Je ne dis pas qu'Israël dirige la politique extérieure américaine. Mais je dis qu'il a un poids très important. Parce qu'il y a une convergence objective d'intérêts, en fait. Il y a deux théories ; il y a ceux qui disent que c'est Israël qui fait la politique américaine, et ceux qui disent que non, qu'Israël n'est que le porte-avions de la politique extérieure américaine au Moyen-Orient.

Réforme scolaire : entre contrôle et amnésie

Emma Rion - La réforme des lois scolaires proposée par le gouvernement valaisan, et actuellement en consultation, avance discrètement, trop discrètement peut-être, au regard des enjeux qu'elle soulève. Car derrière l'apparente complexité des textes, se cache des questions fondamentales qui pourraient ébranler l'éducation jusque dans ses fondations : celle du rôle de l'état dans cette dernière et en creux, celle de la liberté des familles. Dans ce débat une prise de position mérite notre attention : celle du Mouvement Chrétien Conservateur (MCC)

Une évolution silencieuse mais décisive

Le Valais, attaché aux traditions et que l'on croyait à l'écart des grandes évolutions de la société, n'échappe pourtant pas à une dynamique lourde en conséquence. L'état monte en puissance et tente même de prendre le monopole de l'éducation. Il ne désire désormais plus garantir l'accès à l'instruction mais en définir les contenus et méthodes, les finalités. Parents, enseignants, institutions, tout semble reléguer en périphérie. Devrions-nous nous en inquiéter ? Le MCC nous répond : oui.

Instruction obligatoire ...ou école obligatoire ?

Nuance discrète mais si importante. En droit valaisan ce n'est pas l'école qui est obligatoire. C'est l'instruction. Cela signifie que l'éducation ne relève pas de l'état mais de la responsabilité des familles, ce qui comprend la possibilité de choisir un enseignement privé ou à la maison. Les nouvelles lois tentent de bouleverser cette distinction. La réforme actuelle ne modifie donc pas une organisation. Elle la redéfinit jusque dans ses racines.

Une éducation coupée de ses acteurs ?

Une autre dynamique de fond est soulevée par le MCC : à mesure que l'état s'organise, les autres acteurs s'effondrent. Les parents d'abord, au rôle de premiers éducateurs sont relégués. Au détriment de l'expérience des enseignants, on met en avant des logiques administratives de plus en plus normatives. Or une école ne vit pas de procédures administratives. Elle vit de transmission, d'action, de vécu.

L'école privée, symptôme d'un déséquilibre

La manière dont le projet de loi traite de l'enseignement privé est révélatrice. Plutôt que de reconnaître sa contribution, notamment pour les enfants qui peinent à s'intégrer dans le public, le projet de loi tente de les soumettre à un encadrement renforcé voir même étouffant. Une question aussi s'impose : comment parler de la liberté éducative lorsque celle-ci implique pour les familles un double-coût ? En remettant sur la table la question du soutien aux écoles privées, le MCC ne défend pas un privilège, il pose une exigence de cohérence.

Quand le fondement se dérobe...

Le principe premier de l'école est de transmettre. Mais que transmettre si on tente d'enfourer les racines, les héritages mêmes de notre société ? Et tout cela au nom de l'unité. Mais peut-on réellement parler d'unité ? Toute unité repose sur un socle commun ; et ce socle commun ne peut être celui de l'amnésie, d'un néant que l'État essaie de charger de sens. Le Valais n'est pas une page blanche. Ses paysages, son histoire, sa culture...tout porte l'empreinte du christianisme, c'est le socle commun. Refuser de le reconnaître, ce n'est pas ouvrir l'école, c'est l'appauvrir. Le MCC ne propose donc pas un retour en arrière, mais un rappel salutaire : une société qui ne sait plus d'où elle vient peinera à savoir vers où elle se dirige. —

NOUS VOULONS CELEBRER LA FÊTE-DIEU DANS L'ESPACE PUBLIC



Banque Raiffeisen - CH21 8080 8004 5427 1100 1

Bénéficiaire : Perspective catholique – 1203 Genève

Merci par avance de votre participation à cette campagne d'affichage inédite à ce jour dans les rues genevoises. Une initiative inédite et qui ne passera pas inaperçue !

Ne laissons par tomber Jacques Baud !

Eric Bertinat - Jacques Baud, ancien colonel de l'armée suisse et spécialiste reconnu du renseignement, est aujourd'hui sanctionné par l'Union européenne. En décembre 2025, il a été inscrit sur une liste noire au motif d'une prétendue propagande en faveur de la Russie. Mais au-delà de cette accusation, un fait saute aux yeux : l'absence presque totale de réaction digne de ce nom en Suisse.

Nous sommes face à un double silence. Silence médiatique, d'abord, où un cas pourtant lourd de conséquences en matière de libertés fondamentales est traité à la marge. Mais surtout, silence politique. Car enfin, que fait le Conseil fédéral ? Un citoyen suisse est frappé de sanctions lourdes (gel de ses avoirs, restrictions de déplacement, atteinte directe à ses moyens d'existence) par une organisation étrangère. Et la réponse officielle se limite à quelques démarches diplomatiques discrètes, soigneusement formulées, sans prise de position publique forte, sans exigence claire, sans défense assumée : c'est la politique politicienne du strict minimum. Il ne s'agit pourtant pas ici d'un litige administratif banal, ni d'un différend technique. Il s'agit d'un principe fondamental : la protection d'un citoyen suisse face à une décision étrangère qui restreint ses droits, sans débat contradictoire préalable et sur la base de prises de position politiques. La Suisse qui aime à se réclamer de l'État de droit et de la défense des libertés, se contente tristement d'observer.

Réactions limitées

A notre connaissance, il y a une pétition, lancée le 17 décembre 2025 et déposée à la Chancellerie fédérale le 19 février par Hélène Favre («[Soutenons Jacques Baud !](#)»), ainsi que deux interpellations parlementaires du groupe UDC, l'une de [Franz Grüter](#) (18 décembre 2025) l'autre de [Quadri Lorenzo](#) (19 décembre 2025). Elles ont clairement posé les questions : respect des garanties procédurales, atteinte à la liberté d'expression, protection des citoyens suisses, position politique face à ces pratiques. Les réponses du Conseil fédéral, elles, sont restées strictement techniques, juridiques, prudentes, en un mot insuffisantes. Certes, des démarches ont été entreprises à Bruxelles. Certes, le cas a été évoqué. Mais à aucun moment la Suisse n'a élevé le ton, ni affirmé clairement une ligne rouge.

Faut-il comprendre que, face à l'Union européenne, la défense des droits fondamentaux de ses propres citoyens devient une variable d'ajustement diplomatique ? La question mérite d'être posée, d'autant plus que ce cas s'inscrit dans un contexte de rapprochement politique avec l'Union européenne, avec des accords appelés à être soumis au vote populaire.

Relevons encore que le [GIPRI](#) (Geneva International Peace Research Institute) a dénoncé, le 18 mars, dans une lettre adressée au Conseil de l'Union européenne, les sanctions prises contre six ressortissants européens, dont Jacques Baud. Ces mesures (gel des avoirs et interdictions de voyager)



reposeraient, selon l'institution, sur des positions et analyses jugées «pro-russes», et non sur des actes criminels.

Le GIPRI considère ces sanctions comme arbitraires et extrajudiciaires, estimant qu'elles portent atteinte à des droits fondamentaux tels que la liberté d'opinion, d'expression et le droit à un procès équitable. Il souligne également leurs conséquences concrètes, notamment l'impossibilité pour les personnes visées d'accéder à leurs ressources financières.

Plus largement, l'institut alerte sur un risque de dérive, ces mesures pouvant, selon lui, ouvrir la voie à des sanctions visant des individus en raison de leurs opinions, et appelle l'Union européenne à les annuler.

Enfin, une association d'amis de Jacques Baud ([Liberté d'expression](#)) a vu le jour sous la présidence de Me Charles Poncet, pour présenter des informations et des documents relatifs à la liberté d'expression et soutenir notre ami. Une excellente biographie s'y trouve, qui ne manquera pas d'intéresser tous ceux qui découvrent le nuisance de l'Union européenne et la lâcheté de nos institutions à défendre ses compatriotes.

Jacques Baud a entamé des démarches auprès de l'UE, aidé par des avocats. Nous attendons d'en savoir plus pour vous tenir informé.

Au fond, la question est simple : jusqu'où la Suisse est-elle prête à tolérer cela sans réagir ?

Car ce qui est en jeu ici n'est pas seulement un cas individuel, mais nos libertés qui ne sont clairement pas celles de l'UE. La retenue de nos autorités annonce d'ores et déjà leur renoncement, voire leur effacement, devant l'UE si les accords devaient être acceptés par le peuple. —

Deux modèles de souveraineté face aux contraintes des démocraties libérales européennes

Eric Bertinat - Les trajectoires politiques récentes des souverainistes en Europe révèlent une opposition croissante entre des projets fondés sur un pouvoir fort et des sociétés libérales, marquées par la liberté individuelle, la circulation permanente des personnes et de l'information et la volatilité de l'opinion publique. L'expérience hongroise de **Viktor Orbán** illustre cette tension : malgré une forte consolidation institutionnelle et un discours souverainiste de qualité, la stabilité d'une ligne dure reste soumise aux pressions médiatiques de la bien-pensance et au balancement inévitable de l'opinion publique : de droite à gauche, de gauche à droite.

Le souverainisme européen ne forme pas un bloc homogène

Les trajectoires de Viktor Orbán en Hongrie et de Giorgia Meloni en Italie illustrent deux façons distinctes de traduire un même socle idéologique dans les contraintes des démocraties libérales contemporaines.

Tous deux défendent une vision centrée sur la souveraineté nationale, la maîtrise des flux migratoires, la critique d'un fédéralisme européen jugé excessif et la réaffirmation des identités culturelles. Ce discours, structuré autour de la notion de reprise de contrôle, trouve un écho dans des sociétés marquées par l'incertitude économique, la fragmentation sociale et la défiance envers les institutions traditionnelles.

Cependant, la ressemblance s'arrête en grande partie à la rhétorique. En Hongrie, Viktor Orbán a progressivement construit un système politique marqué par une forte centralisation du pouvoir, une recomposition des contre-pouvoirs et une relation souvent conflictuelle avec les institutions européennes. Cette stratégie repose sur une logique d'affirmation nationale directe, où la souveraineté est pensée comme une capacité de rupture ou

de résistance face aux contraintes externes.

À l'inverse, **Giorgia Meloni** s'inscrit dans une approche plus pragmatique. Tout en maintenant un discours conservateur affirmé, elle opte pour une stratégie d'influence au sein des cadres existants plutôt que de confrontation frontale. L'Italie reste pleinement intégrée aux structures européennes, et les choix politiques du gouvernement composent avec les contraintes budgétaires, diplomatiques et institutionnelles de l'Union.

Confrontation et adaptation

Cette différence de méthode produit des effets politiques distincts. Le modèle hongrois illustre les tensions potentielles d'une gouvernance très verticale, où la concentration du pouvoir a été accompagnée d'une usure politique et de fragilités économiques. Le modèle italien, lui, mise sur une adaptation progressive, permettant une plus grande stabilité dans un environnement européen interdépendant.

Ainsi, ces deux trajectoires révèlent une distinction centrale dans les souverainismes contemporains : d'un côté, une souveraineté conçue comme confrontation structurée avec les limites du système européen ; de l'autre, une souveraineté pensée comme rééquilibrage interne et négociation permanente.

Dans les deux cas, le succès politique ne dépend pas uniquement de la force du discours idéologique, mais de sa capacité à s'inscrire dans les contraintes d'une démocratie libérale fondée sur l'opinion publique, les équilibres institutionnels et les interdépendances économiques. Le souverainisme européen apparaît ainsi moins comme un modèle unique que comme un catalogue de stratégies politiques allant de la rupture assumée à l'adaptation pragmatique. —

Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile : [cliquez ici !](#)

CH21 8080 8004 5427 1100 1
Bénéficiaire :
Perspective catholique
1203 Genève



Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR vous facilitera votre versement.

Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)

D'avance, nous vous remercions